

# LA SEYNE, NOTRE VILLE

## Liste d'Action Républicaine et Socialiste

Conduite par

### MES CHERS CONCITOYENS,

J'ai l'honneur de solliciter, pour mes collistiers et moi-même, vos suffrages à l'occasion des élections municipales des 14 et 21 mars.

Pourquoi cette candidature ?

Parce que, Seynois d'origine, je prétends qu'il est de notre devoir de nous préoccuper de l'avenir de La Seyne, et de tenter de lui donner, devant l'opinion et les diverses autorités, une image de marque plus conforme à la réalité.

Notre ville est ouverte à tous les courants d'opinions, mais elle est surtout républicaine et aussi pour beaucoup, indépendante de toutes attaches politiques.

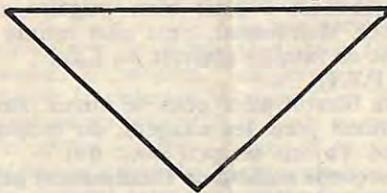
Toutes les couches et les parties de notre population peuvent prétendre être représentées au sein de l'Assemblée Municipale.

Nous ne voulons plus de monopole ou d'héritage politique, parce qu'il n'est pas sain pour la République que d'aucuns considèrent le bien public comme leur bien propre.

L'autre objectif que je tente d'atteindre, est d'essayer de débloquer la vie politique de notre commune en offrant, au libre choix des citoyens, une possibilité d'exprimer leur volonté d'une façon positive et non seulement par un vote « contre... » ou une abstention toujours regrettable en démocratie.

Les hommes et les femmes qui ont accepté de figurer sur la liste « d'Action Républicaine et Socialiste » pour LA SEYNE NOTRE VILLE, n'ont qu'une seule ambition, vous représenter dignement et vous servir avec dévouement, efficacité et intelligence.

Je vous remercie, chers concitoyens, de la confiance que vous voudrez bien nous témoigner.



Julien ROCHE



Robert RENOIR



Jean-Paul BAGNASCO



Paul ISTRIA

## Pourquoi une liste d'action républicaine et socialiste pour La Seyne notre ville ?

Parce que nous sommes résolument, fermement :

CONTRE : un parti dominant dans le pays,

CONTRE : le parti unique à LA SEYNE.

Dans les deux cas, LA MEME MENACE CONTRE LE BIEN LE PLUS PRECIEUX DES FRANÇAIS : LEUR LIBERTE.

La même autosatisfaction traduite dans les mêmes termes

— programmes réalisés à 100 %

— réalisations prestigieuses.

La même tentation de parler de ce qui est à tout le monde, la « res publica », comme d'un bien personnel : les 16 milliards du budget de LA SEYNE, bien de tous les Seynois deviennent dans les propos des communistes locaux : « notre » argent, LE BUDGET NATIONAL, le bien de tous les Français devient à travers les fonds secrets, l'argent qui paye propagande, publicité personnelle et services des C.D.R. et autres S.A.C. .

Dans les deux cas également :

— la même haine de toute opposition démocratique, considérée non pas comme une manifestation de la volonté populaire de dire une fois, de temps en temps, c'est-à-dire tous les six ans dans le cas municipal, que tout ne va pas d'une manière aussi parfaite que les équipes dirigeantes veulent le laisser croire.

— Egalement, la même hargne, la même haine dans les réponses à une argumentation démocratique, et un culte, celui du coup bas : plus il est bas, semble-t-il, plus il doit porter, comme si l'on se plaisait à cultiver les tendances mauvaises qui sommeillent en l'homme.

Et le combat électoral qui devrait être l'occasion d'élever la conscience de chacun pour que la conscience de la nation soit saine, devient prétexte pour attenter à l'honneur des gens, à leur droit de comprendre leurs erreurs ou leurs faux pas, quand ce sont des erreurs ou des faux pas, à moins que touché par la grâce, on se présente en chemise, pieds nus, la corde au coup, dans l'une ou l'autre des chapelles gaulliste ou communistes ; auquel cas, conscience blanchie, on redevient quelqu'un digne de confiance, admirable et tout...

Mais hors de ces chapelles, point de salut, on reste relaps et sorcier, digne seulement de crachats et d'insultes.

Dans les deux cas, enfin, la même caricature finale, se profilant dans l'avenir,

... ici, la FRANCE en « totocratie » menacée dans sa trame profonde par tous les "Tomasini" qui rêvent d'une information téléguidée, d'une magistrature aux ordres d'une justice casquée, brandissant en guise de sceptre, un gourdin plombé.

... là-bas, les libertés enchaînées et pour la honte des hommes libres, le seul ait qu'ait pu être associés un jour Léningrad et Burgos.

Voilà pourquoi une LISTE D'ACTION REPUBLICAINE ET SOCIALISTE pour que les princes qui nous gouvernent, ici à « LA SEYNE, NOTRE VILLE » ou à PARIS sentent passer le vent de « fronde » du peuple de France dans son droit imprescriptible de dire oui ou de dire non, à qui bon lui plait.

## Notre Liste

Notre liste comprend :

— 15 ouvriers et employés des secteurs publics et privés,

— 5 fonctionnaires,

— 6 membres de professions libérales,

— 3 commerçants,

— 4 retraités.

C'est dire que toute la population Seynoise, dans ses couches profondes, est dignement représentée y compris nos compatriotes d'Afrique-du-Nord qui, depuis plusieurs années, ont choisi de se fixer à LA

SEYNE et de participer à la gestion de leur commune d'accueil.

Moyenne d'âge de la liste : 40 ans.

C'est que nous comptons beaucoup sur les jeunes, qui moins absorbés par l'exercice des responsabilités, mieux dégagés des traditions qui naissent d'une longue vie militante, sont bien placés pour apporter une contribution précieuse à ce qui doit être, non le fruit des analyses des théoriciens professionnels, mais l'œuvre collective de toute une équipe.

### POUR RENDRE LA REPUBLIQUE AUX REPUBLICAINS

La campagne municipale bat son plein selon son rythme et sur un ton qui peuvent et doivent réjouir tous les Démocrates.

En FRANCE, comme ailleurs, en ces temps où, par le vaste monde, dictature est plus que jamais synonyme d'arbitraire et de barbarie, de violence et de sang, le « maître-mot » c'est : DEMOCRATIE.

A LA SEYNE, comme ailleurs, dans le beau pays de FRANCE, ce qu'il faut, c'est :

« RENDRE LA REPUBLIQUE AUX REPUBLICAINS »  
... le reste est littérature.

# LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

## est-ce ceci la nouvelle société ?

L'U.D.R. aussi se flatte de ses réalisations « prestigieuses » sur le plan national, comme d'aucuns sur le plan local.

Voyons ce qu'il en est et que chacun soit jugé à ses actes.

### I — O.R.T.F.

Monsieur Robert DEBRE, père de Michel, choisi pour faire partie du nouveau « Comité de lecture » de l'O.R.T.F., Monsieur DEBRE, qui fut jadis un éminent docteur pour enfants, est entré le 7 décembre 1970 dans sa 89ème année, âge auquel les droits qu'on fait valoir sont généralement les droits à la retraite.

### II — CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AIR FRANCE

Notre Ministre des Finances, nommé comme son représentant au dit Conseil d'Administration, pour une période de 3 ans, avec jetons de présence et billets d'avions afférents, son propre père, Monsieur Edmond GISCARD dit d'ESTAING.

Monsieur Edmond d'ESTAING autrefois GISCARD, aura 77 ans en mars prochain.

Messieurs DEBRE et Valéry GISCARD sont de bons fils pour leurs « si chers » papas. Bravo.

Il reste qu'ils sont aussi de bons ministres qui ont contresigné la loi très « Nouvelle Société » du Gouvernement CHABAN-DELMAS, prévoyant pour favoriser la relève des générations et laisser leurs chances aux jeunes, que les administrateurs ou assimilés ne devront pas avoir plus de 70 ans.

Ce qu'on appelait autrefois, la « République des Camarades » était bien vulgaire et bien dispersée. Maintenant, c'est plus intime : tout se passe en famille (extrait du C.E.).

### III — P.T.T.

Tout va bientôt aller pour le mieux, rassurez-vous, sinon pour les usagers, du moins pour certains. Voyons un peu pour qui ?

« Une seconde société de financement privé du téléphone est agréée ».

« La Société CODETEL (Compagnie pour le développement des télécommunications) est agréée en tant que Société de financement des télécommunications et ses statuts sont approuvés par arrêté publié au journal officiel du 12 janvier.

« Comme "le Monde" l'annonçait dans ses éditions du 18 décembre 1970, cette société de financement privé du téléphone est la seconde de ce genre après FINEXTEL. Le capital est souscrit par la Compagnie financière de Suez et de l'Union parisienne, le Crédit industriel et commercial, la Banque de l'Indochine, la Caisse centrales des banques populaires, Lazard frères et compagnie, la Banque de Neufelize-Schlumberger-Mallet et la Banque de Paris.

« Monsieur Emmanuel LAMY, vice-président de la Compagnie financière de Suez et de l'Union Parisienne sera appelé à la présidence de CODETEL ».

Que d'économiquement faibles soulagés dans

ces groupements, n'est-ce pas ? Surtout quand on apprend (Le Monde du 23-2-1971 page 27) que FINEXTEL et CODETEL commanderont en 1971 pour 1440 millions de francs (144 milliards) d'équipements téléphoniques.

### IV — L'AEROTRAIN

La Société BERTIN vient de conclure un accord avec la Compagnie Américaine ROHR qui aura ainsi l'exclusivité de l'exploitation aux USA, des brevets de l'aérotrain BERTIN baptisé pour la circonstance : AEROGlide. L'aérotrain BERTIN passe ainsi en de nouvelles mains fautes de moyens financiers. Ne craignez rien, il nous reviendra bien pour l'Europe de demain, au travers d'une société allemande, voire européenne. Il n'y a qu'en France, qu'on ne s'intéresse pas à l'invention. Il est vrai qu'on ne peut en même temps faire une force de frappe même « rustique » et moderniser le pays.

Est-il bien nécessaire de continuer ?...

Drame blanc de cet hiver dans le « Drômois », scandale Alfonso CELENTANO de FORBACH et de son protecteur : un sénateur de la majorité, scandale de l'île de Ré, scandale de la Société d'Economie Mixte de l'Abattoir de La Villette : devis de départ 22 milliards (1962), en 1969 les dépenses atteignent 100 milliards ; pour une installation non rentable qui travaillera en perte. Président de la Société : un membre de la majorité actuelle, député. Dépassement : 78 milliards.

Autrefois, la machine politique aurait explosé. Aujourd'hui, les choses continuent leur train, à moins :

SEYNOISES, SEYNOIS, que vous ne sachiez barrer la route à tous ceux qui préparent les lendemains qui « déchantent ».

## Dernier Echech

*Le général de Gaulle avait un point commun avec le colonel Nasser : l'art, difficile entre tous, d'utiliser ses échecs au renforcement de son prestige et de sa popularité. Aujourd'hui, si les Français ont un peu oublié leur grand homme, ils ont oublié aussi les conséquences d'ordre intérieur et international de sa politique. Or, si l'on excepte tout ce qui a trait à la Résistance pour n'examiner ses actes que depuis la prise du pouvoir en 1958, il est objectivement évident qu'il a échoué dans tous les domaines.*

*Qui peut prétendre que la réforme de l'Education Nationale, la politique agricole, la politique sociale aient été des succès ?*

*Où en sont les hôpitaux, les routes, le téléphone ?*

*Qui oserait affirmer que la force de frappe représente une défense réelle du territoire national, alors qu'elle a coûté deux ou trois fois plus cher qu'il n'était prévu ?*

*Ne parlons pas de la moralisation de la vie publique. La IVe, qui avait ses défauts, était un modèle de vertu à côté de la Ve.*

*Mais c'est dans le domaine réservé à la politique étrangère que les échecs du général de Gaulle ont été les plus patents :*

- échec du directoire à trois : France, Etats-Unis, Grande-Bretagne;
- échec de la main-mise sur l'Allemagne de l'Ouest, qui s'est rapprochée de Moscou sans demander notre avis ;
- échec de la politique européenne, que M. Pompidou est d'ailleurs en train de corriger ;
- échec de la concertation à quatre au Moyen-Orient.

*Il restait, à « l'actif » du général, sa politique algérienne.*

*Entendons-nous bien : je ne veux point par là justifier son attitude équivoque à l'égard des « pieds noirs », mais le fait qu'il ait mis fin à une guerre difficile tout en maintenant une coopération avec l'Algérie, qui paraissait à la majorité des Français une solution heureuse.*

*Or, voici la dernière faillite, celle de la politique algérienne du gaullisme. Contrairement à certains journaux, qui taxent le gouvernement de M. Boumédiène de duplicité, d'ingratitude — que sais-je encore — j'avoue n'être pas surpris de l'attitude algérienne. Il fallait en effet une certaine dose de naïveté pour penser que la France, après une*

*guerre de libération qui a laissé de part et d'autre de cruels souvenirs, resterait un partenaire privilégié du nouvel Etat. D'autant plus que, dans l'esprit du général, le terme « privilégié » s'appliquait surtout aux Français. Comment empêcher un pays de rechercher dans tous les domaines les solutions les plus conformes à ses intérêts nationaux, qu'il s'agisse du pétrole, de la coopération, des alliances ?*

*Ce qui est grave, dans l'échec actuel, c'est qu'il consacre une main-mise de l'Union Soviétique en Méditerranée, ce qui me paraît peu favorable à la paix, compte tenu de tous les risques d'affrontement qu'elle comporte.*

*En tous cas, nous avons cette fois bien perdu l'Algérie.*

*Que reste-t-il alors de la politique étrangère du général de Gaulle ? La coopération avec l'Afrique Noire qu'a cherché à renforcer Monsieur Pompidou par son voyage ? Sur ce point, gardons-nous des illusions qui nous ont coûté cher en Algérie. Pour tous les pays en cours de développement se pose le même problème : Comment et avec quels appuis entreront-ils le plus vite dans la voie de la modernisation ? Bien sûr, il y a des préférences au départ et le fait qu'une partie de l'Afrique soit francophone constitue pour notre pays un avantage initial. Il n'en reste pas moins que peu à peu, nous serons jugés et comparés uniquement sur nos actes, c'est-à-dire sur la nature et l'importance de l'aide que nous serons en mesure d'apporter. Faute d'avoir pu réaliser l'union de tous les grands pays industriels pour une aide commune au Tiers-Monde, il faut nous résigner à la concurrence et à la surenchère. Les grandes phrases sur les « amitiés indéfectibles » n'y changeront rien.*

*Je ne crois pas avoir, en dressant ce bilan, grossi le passif. Quant à l'actif, il est d'ordre psychologique ; autrement dit, il est fictif. Il réside dans une certaine conception de la grandeur nationale, que le général de Gaulle a effectivement renforcée dans l'esprit de beaucoup de Français.*

*Hélas, la vraie grandeur n'est pas celle que l'on s'attribue ; c'est celle que les autres vous reconnaissent en fonction de vos succès et de vos échecs. Il n'y a pas de commune mesure entre l'une et l'autre.*

# La commune, les finances locales, le programme

## Pour libérer les communes

« La réforme du Code Municipal se fera-t-elle à coups de réformettes successives ? ».

En fait, la loi élaborée par les Gouvernements contient l'allègement de la tutelle, la modernisation des règles de fonctionnement des institutions communales et des dispositions tendant à faciliter la coopération intercommunale.

Il y a là quelque chose de positif.

Mais le vrai problème est celui de la gestion municipale, celui des moyens mis à la disposition des collectivités locales. C'est une réforme profonde des finances communales, c'est-à-dire la création de ressources nouvelles pour les communes par le réel desserrement de l'emprise de l'Etat, qui seule peut libérer nos villes et nos villages de la « tutelle ». Nous avons souvent évoqué le rôle contraignant du pouvoir central qui — et ce n'est qu'un exemple — a souvent repris, par le jeu de la T.V.A., ce qu'il allouait en subventions. Et Gaston DEFFERRE, Député-Maire de Marseille, rappelait récemment les propositions socialistes, dont la suppression de la patente, ainsi que la suppression de la cote mobilière, toutes impositions archaïques qui

n'existent plus qu'en France, selon une loi qui remonte à 1791 et qui ont été abolies dans la plupart des pays d'Europe Occidentale.

Emprise de l'Etat sur les communes et les départements.

Emprise des technocrates sur les élus : deux contraintes qui caractérisent l'actuelle société Française et contre lesquelles nous nous élevons avec vigueur.

Le problème de la démocratie communale est celui de la Démocratie tout court. En France, les libertés communales — et d'abord la liberté de gestion — constituent la base irremplaçable de l'édifice démocratique. C'est dire l'importance des élections municipales du 14 mars, le parti au pouvoir entendant tout mettre en œuvre pour réaliser dans le pays une implantation en profondeur, ce à quoi il n'a pu parvenir lors des dernières cantonales. Il convient de concevoir la valeur de l'enjeu. En réalité, le Pouvoir aux mains de l'U.D.R. ne peut promouvoir une véritable décentralisation, ni une authentique réforme municipale ; et il s'agit bien d'une question politique qui concerne la vie quotidienne des citoyens — ces citoyens qui sont aussi des contribuables !

## PATENTE ET TAXES

L'INTERVENTION DES COLLECTIVITES LOCALES DANS LA VIE ECONOMIQUE DOIT NON SEULEMENT PERMETTRE DE LUTTER CONTRE LA RECESSION, DE S'ORIENTER VERS DES DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES ET SOCIAUX, MAIS AUSSI RENDRE POSSIBLES DES INTERVENTIONS DE CARACTERE SOCIALISTE. IL NOUS FAUT NOTAMMENT ENVISAGER

AVEC RESOLUTION L'ABOLITION DE LA PATENTE, DE LA COTE MOBILIERE, DE LA FISCALITE LOCALE TELLES QU'ELLES EXISTENT AUJOURD'HUI, POUR LES REMPLACER PAR UNE FISCALITE A LA FOIS PLUS JUSTE ET PLUS EFFICACE, DONT LE CALCUL TIENNE COMPTE DU MONTANT DES REVENUS POUR LES CITOYENS, DU MONTANT DES BENEFICES ET

DU CHIFFRE D'AFFAIRES POUR LES ENTREPRISES. CETTE FISCALITE DEVRAIT ETRE COMPLETEE PAR LE TRANSFERT, AU PROFIT DES COMMUNES, D'UNE PARTIE D'UN CERTAIN NOMBRE D'IMPOTS PERCUS A L'ECHELON NATIONAL, COMME PAR EXEMPLE L'IMPOT SUR LE REVENU OU LA TAXE SUR LES CARBURANTS.

## SUR LES FINANCES

Parmi les suggestions qui peuvent être faites pour la France, signalons :

1) La prise en charge par l'Etat de l'exonération de contribution foncière bâtie accordée aux constructions neuves ; 2) Le remboursement par l'Etat du bénéfice qu'il tire de l'exonération de patente accordée aux entreprises qui se décentralisent ; 3) La création d'un impôt foncier sur la base de la valeur déclarée des propriétés (dans le cas d'une municipalisation réduite) ; 4) Un impôt sur les bâtiments à usage commercial ou industriel en fonction du chiffre d'affaire (suppression de la patente) ; 5) Des centimes additionnels à l'impôt sur le revenu avec péréquation par régions (l'impôt sur le revenu actuel ne représente plus que 15 % des recettes de l'Etat ; preuve de l'injustice de l'ensemble de notre système fiscal) ; 6) Le rétablissement de la taxe sur les salaires instituée en impôt local mais abaissement équivalent des taux de la T.V.A. ; 7) Une ristourne sur les produits de la taxe sur les carburants (ils ont rapporté plus de 1.400 milliards d'A.F. en 1969) ; 8) Une ristourne sur le produit des amendes ; 9) La suppression de la T.V.A. sur les travaux des communes. Il convient de rappeler que le fonctionnement actuel de la T.V.A. permet à l'Etat de se faire subventionner par les communes. Exemple : en 1969, la ville de Marseille a payé 40.450 millions de F. de T.V.A. et a encaissé 34.465 millions de F. en subventions d'équipement ; 10) La mobilisation au profit des collectivités d'une partie de l'épargne locale : a) Une partie des fonds de la Caisse d'Epargne serait collectée par la Caisse des Dépôts, mais l'autre partie serait versée, les fonds qu'elles détiennent à la Caisse des Dépôts et Consignations qui leur verse un taux d'intérêt supérieur à celui qu'elles peuvent demander aux collectivités locales. De plus, la loi Minjoz, qui réservait aux collectivités locales une part des fonds détenus par les Caisses d'Epargne a été tournée par la création du deuxième livret. b) Dans les conditions maximales fixées par le ministère de l'Economie (distinct des Finances) des bons du trésor locaux pourraient être émis ; 11) La réforme des subventions. Si la masse globale des subventions de l'Etat va en augmentant, leur taux va

sans cesse en diminuant. On en jugera en constatant la diminution du taux moyen de subvention, qui a évolué en 1961 et 1970 de la façon suivante : -- en 1961 : le taux moyen était de 30,3 %, -- en 1965 : il n'était plus que de 28,5 %, -- en 1970 : on prévoit qu'il sera de 27 %. De plus, chaque ministère désire exercer une action spécifique sur les programmes locaux ; si bien que les procédures de subventions ont été créées empiriquement au gré de chacun. Ainsi, on ne dénombre pas moins d'une centaine de régimes différents de subventions relevant de neuf ministères ! Si bien que la subvention de l'Etat a confirmé et accéléré la soumission des communes à des contrôles, à priori de plus en plus étouffants (voir « Les citoyens au pouvoir » du Club Jean Moulin, page 57). Enfin, la règle du crédit lié accentue la faiblesse de l'aide de l'Etat, en ne reconnaissant aux Collectivités le droit d'emprunter aux Caisse publiques que pour des opérations subventionnées. L'ensemble de ce système doit être supprimé et remplacé par des subventions globales, accordées chaque année et selon les programmes d'équipements locaux et nationaux.

Pour les grandes villes qui disposent déjà des moyens administratifs et techniques suffisants l'ensemble de ces réformes touche essentiellement : 1) l'approbation globale de leur programme de réalisations ; 2) la rénovation de leurs finances.

Pour les petites villes, une décentralisation aussi profonde ne peut évidemment être envisagée qu'au prix d'une union de leurs moyens.

L'Etat devant, par diverses mesures, et spécialement financières, encourager les petites communes dans la voie de la coordination, voire de la fusion.

Les responsabilités rendues aux collectivités locales permettent, d'un autre côté, d'envisager la mise en œuvre de sanctions en cas de gestion insuffisante ou frauduleuse.

Par son contrôle de la légalité et des engagements financiers des collectivités, l'Etat dispose, dans l'arsenal juridique actuel, de tous moyens utiles de révocation et de poursuites à l'encontre des administrateurs insuffisants ou malhonnêtes.

## Notre programme

Nous avons déterminé cinq options principales :

- Industrialisation
- Tourisme
- Equipements Socio-Culturels. Sports
- Urbanisme
- Politique sociale.

### INDUSTRIALISATION

La Seyne souffre de façon endémique de l'absence d'emplois.

Il convient d'encourager l'implantation d'industries nouvelles et propres susceptibles d'élargir le marché du travail, en particulier pour les femmes.

Il est prioritaire de relancer la zone industrielle étouffée depuis 10 ans.

Il est nécessaire de favoriser la création du port de commerce à Brégaillon.

### TOURISME

La Seyne présente un capital touristique inestimable mais malheureusement peu exploité.

Il est impératif de protéger les sites et de les équiper afin que les touristes puissent profiter au maximum de leur séjour dans notre ville.

Pour cela, et dans un premier temps il est nécessaire de réaliser tous les équipements minimum pour faire face aux besoins immédiats et manquants.

A plus longue échéance, une politique d'ensemble doit être élaborée afin de doter la ville de complexes touristiques rationnels.

### EQUIPEMENTS SOCIO-CULTURELS

#### SPORTS

La répartition géographique des équipements socio-culturels est nettement insuffisante dans notre ville.

Il convient d'équiper équitablement chaque secteur de :

- foyers pour les anciens,
- centres socio-culturels,
- terrains de jeux.

Il manque à La Seyne un complexe sportif digne d'une ville de 50.000 habitants, comprenant un stade avec pelouse et tribunes couvertes, piscine, piste pour athlétisme etc...

Il faut aménager les stades existants et doter chaque école et lycée de plateaux d'évolution.

Il faut apporter : une aide accrue et des subventions importantes aux sociétés sportives de façon que les équipes de chaque discipline puissent atteindre des niveaux de compétitions en rapport avec l'importance de notre cité.

### URBANISME

Deuxième ville du VAR, La Seyne conserve encore l'aspect d'un gros village.

Il est nécessaire de remodeler les structures générales de la ville.

Les vieux quartiers peu à peu abandonnés, par les habitants, doivent disparaître un à un et se trouver remplacés par des unités d'habitations et des ensembles commerciaux attractifs ordonnés autour de grandes voies de pénétration.

D'autre part il faut doter notre cité de parkings rationnels et importants et d'une voie de dégagement qui puisse permettre, dans peu de temps de faciliter l'écoulement rapide d'un nombre de plus en plus important de véhicules.

### SOCIAL

L'équipement social est insuffisant. Une seule crèche de 40 lits.

Une seule halte d'enfants.

Plus de jardins d'enfants.

Une politique scolaire dont la caractéristique est de courir après les réalités.

Révision de la convention et du cahier des charges liant la ville et la société des pompes funèbres : Indigents et économiquement faibles doivent pouvoir bénéficier des conditions particulières d'obsèques pour leurs proches.

Nous devons mettre en place un plan d'ensemble et à long terme qui doit parer aux insuffisances actuelles.

Bien entendu maintien du centre médico-social en l'améliorant et rénovant les méthodes et la gestion.

### FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF

Mettre l'administration communale à la disposition des populations par l'ouverture de bureaux de quartiers chargés de délivrer les pièces et documents d'état civil nécessaires.

Dans quel esprit travaillerons-nous ?

La commune doit être une information permanente, un autre foyer de la démocratie par les citoyens : Enquêtes, préalables.

Il faut que la gestion soit réalisée pour les besoins et les aspirations de la population, et non pas en fonction d'une certaine orientation politique.

La mairie doit être une maison à tous, l'ensemble des citoyens doit participer à la gestion communale et veiller à l'application de notre programme. C'est là un des principes clé de notre action.

Notre désir est d'améliorer votre cadre de vie et le fonctionnement de votre Municipalité.

De sorte que LA SEYNE, deuxième ville du département, devienne enfin

# RAPPORT AVEC LE PC ET L'UDR

## Les Bien Pensants

Le Comité Central du Parti Communiste, réuni les 28 et 29 janvier 1971 à STAINS, a discuté le rapport de Monsieur Claude POPEREN, membre du Bureau Politique, sur la préparation des élections municipales.

Or, qu'a déclaré, entre autre, Monsieur POPEREN au sujet de ces élections :

« Il est opportun pour le Parti Communiste Français de récupérer ceux que la personnalité du Général de Gaulle et son passé avaient pu détourner un temps de la lutte » et plus loin : « Nous ne renoncerons pas et nous ne renoncerons jamais à gagner aux idées de la démocratie des hommes qui ont, dans le passé, pu être nos adversaires ».

En clair, cela signifie qu'il suffit de passer dans les confessionnaux du Parti Communiste, POUR ETRE LAVE DE TOUS SOUPÇONS REACTIONNAIRES ET DEVENIR UN BON ET VERITABLE DEMOCRATE.

Les autres, ceux qui ignorent ce grand pardon et cette purification communistes sont voués aux enfers du Parti et de par le monde, chacun sait, QU'A L'EST, CES ENFERS N'ONT PAS ATTENDU L'APOCALYPSE DU JUGEMENT DERNIER.

Tout le monde connaît la formule célèbre :

« QUI N'EST PAS CONTRE NOUS EST AVEC NOUS ».

Le Parti Communiste la retourne et affirme « QUI N'EST PAS AVEC NOUS EST CONTRE NOUS ». Ce serait trop simple.

Qu'il nous permette de penser et de dire, qu'il n'a pas l'exclusivité de la démocratie et qu'on peut être démocrate et pour la démocratie sans être communiste. Par ses engagements et son libéralisme, notre liste refuse :

1) de se voir accuser de collusion avec les représentants actuels de la majorité par la boutade aujourd'hui bien usée « CHOU VERT, VERT CHOU » ou « BONNET BLANC, BLANC BONNET ».

2) De cautionner une politique de gestion municipale à sens unique OU L'INFORMATION EST SOUVENT DENATUREE » et où l'argent des contribuables Seynois, les subventions sociales du Conseil Général sont noyés dans un budget anonyme et ne figurent dans le bulletin municipal que sous la rubrique : « Réalisations de la Municipalité Communiste ».

Voici quelques-unes des raisons et ELLES SONT CLAIRES qui justifient la présence de notre liste, sur l'échiquier municipal Seynois.

SON PROGRAMME : INDUSTRIALISATION, TOURISME ET COMMERCE, EDUCATION, CULTURE, LOISIRS, ENVIRONNEMENT, JEUNESSE ET SPORTS, POLITIQUE POUR LES PERSONNES AGEES, URBANISME, GESTION BUDGETAIRE vous est maintenant connu.

Ce programme n'est pas le fait d'un seul homme, mais celui d'une équipe qui témoigne de sa haute connaissance des problèmes de la cité et de sa volonté de réussir pour LA RENOMMÉE DE LA SEYNE ET LE MIEUX-ETRE DE SES HABITANTS.

Notre politique s'inspirera dans certains domaines des principes suivants : CONTINUITÉ, PERFECTIONNEMENT, DEVELOPPEMENT DES ŒUVRES QUI LE MERITENT, MAIS LUTTE A OUVRANCE CONTRE LE FAVORITISME ET LE GASPILLAGE.

## LA NUIT TOMBE SUR LA TCHECOSLOVAQUIE

Il y a deux ans, à PRAGUE, Jan PALACH s'immolait par le feu pour protester contre l'occupation russe de la Tchécoslovaquie. Sa tombe est devenue un lieu de pèlerinage pour les Pragois, qui ne la laissent jamais sans fleurs ou bougies allumées. Mais depuis juillet, le gouvernement Tchécoslovaque a fait enlever la plaque de bronze portant le nom du jeune homme, ses dates de naissance et de décès. Il est des morts dont le nom même est dangereux, et les autorités ont avisé la mère de Jan PALACH que la plaque était « contraire aux règlements du cimetière ». Pour la bonne mesure, les autorités ont confisqué la plaque. Pour ne rien laisser au hasard, ils l'ont fait refondre, et pour leur déshonneur, ils ont poussé la conscience policière jusqu'à ouvrir une enquête pour obtenir le nom de tous ceux qui avaient contribué à payer cette plaque commémorative. On imagine le gouvernement de Sa Gracieuse Majesté Elisabeth II confisquant la plaque de bronze sur la tombe de Karl MARX parce que « contraire aux règlements en vigueur », l'envoyant à la casse et faisant rechercher par Scotland Yard le nom de ceux qui auraient contribué à la payer...

D'ailleurs le gouvernement Tchécoslovaque ne recule devant rien. Il épure les bibliothèques et brûle les ouvrages « hérétiques ». Jusqu'ici, l'Eglise catholique avait le privilège de l'Index et l'Allemagne nazie celui des autodafés. Vous souvient-il de cette époque où nous apprenions l'allemand dans des manuels épurés de tout poème de HEINE, et l'histoire dans d'autres manuels d'où avait été effacé le nom d'ISAAC ? Les travailleurs se foutent de tout cela, direz-vous ; le casse-croûte avant tout. Voire ! de 40 à 44, nous avons lutté pour le pain, mais surtout pour la liberté. La République n'est jamais plus belle que sous la monarchie, et la liberté que lorsqu'on est en prison, disait déjà J.J. ROUSSEAU.

La Tchécoslovaquie est à bonne école. SOLJENITSYNE n'a pu aller chercher son Prix Nobel à STOCKHOLM (là encore, renversons la situation et imaginons ARAGON se voyant refuser son visa pour aller à MOSCOU recevoir le Prix LENINE !) et le violoncelliste ROSTROPOVITCH, qui a le tort de l'héberger s'est vu refuser son visa pour PARIS et se trouve, ainsi que sa femme, dans l'impossibilité d'exercer son métier. Un pestiféré...

Et concluons que le régime communiste doit être bien fragile pour redouter un écrivain, un violoncelliste et un enfant mort. Mort, il est vrai, pour la liberté de son pays. « Sur mon cahier d'école, j'écris ton nom, Liberté », disait ELUARD, poète communiste.

# Qu'est-ce que l'U.D.R. ?

C'est la vieille droite. Mais une vieille droite, qui usant et abusant de tout ce que le socialisme et le syndicalisme ont apporté à la classe ouvrière, tente d'asseoir sa domination sur le pseudo-respect des conquêtes sociales. Là est le danger, et ce danger, ce piège, doivent être dénoncés sans équivoque.

Les élections municipales ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduira la République vers son émancipation.

Car la République est prisonnière. Prisonnière d'un clan où les affairistes de bas et de haut vol se mêlent aux politiciens ambitieux, et qui a su utiliser le prestige du Général de Gaulle pour se hisser au pouvoir. On a dit que le Général de Gaulle avait, successivement, berné tout le monde ? Non pas tout le monde !!! En 1969, Charles de Gaulle a été joué, à son tour, par un néo-capitalisme qu'il s'agit aujourd'hui de commercer d'éliminer sur le plan politique.

Voilà le devoir républicain.

DANS CETTE BATAILLE, LE PARTI SOCIALISTE EST COMME TOUJOURS AU PREMIER RANG, AVEC SES AMIS DU PARTI RADICAL, DE LA CONVENTION DES INSTITUTIONS REPUBLICAINES ET DES HOMMES ET FEMMES LIBRES DE LA SEYNE NOTRE VILLE.  
Elections municipales, élections de prise de conscience républicaine.

PARTOUT, OU SERONT LES SOCIALISTES, LA SERONT AUSSI LA REPUBLIQUE ET LA DEMOCRATIE.

**V O T E Z** POUR LA LISTE  
et FAITES VOTER D'ACTION REPUBLICAINE et SOCIALISTE  
POUR LA SEYNE NOTRE VILLE